

DECLARATION DU MOUVEMENT SENS SUR L'ARRESTATION DE M. OUSMANE SONKO ET LES MANIFESTATIONS POPULAIRES AU SENEGAL

Le Mouvement SENS fondé sur l'idéal du panafricanisme et les valeurs de justice et de démocratie suit avec un grand intérêt l'actualité sociopolitique de la province africaine du SENEGAL. Ce territoire pourtant considéré pendant longtemps comme un modèle de démocratie et d'espace où les libertés publiques et individuelles retrouvent tout leur sens, sombre dangereusement dans le chaos depuis quelques jours.

Depuis le début de cette affaire impliquant Monsieur Ousmane SONKO, l'un des principaux opposants au régime du Président Macky SALL, la Justice sénégalaise montre des signes évidents d'une justice instrumentalisée par le politique pour soigner ses intérêts propres. En effet, au regard du déroulement de cette affaire, tout observateur moyennement doué de raison ne peut que voir une collusion incestueuse entre le judiciaire et le politique pour détruire et briser un opposant politique dont la côte de popularité ne cesse de grimper. La thèse du complot est d'autant plausible que la célérité suspecte de la justice la pousse à prendre des libertés inacceptables avec les règles de procédures. En effet, après son arrestation et sa mise sous mains de justice, alors qu'il était en partance pour déférer à une convocation du juge, l'opposant Ousmane SONKO a été entendu sans ses avocats, purement et simplement refoulés du bureau du juge. Dans cette affaire, on assiste à un chamboulement de toute la procédure pénale : présomption de culpabilité et procès inéquitable, telle semble être la substance des règles de procédure pénale appliquées à Monsieur Ousmane SONKO, le tout sur fond de remise en cause des libertés publiques comme le droit de manifestation publique.

Pour le mouvement SENS comme pour bien des observateurs et une bonne partie des Sénégalaises et Sénégalais, cette affaire SONKO est une nouvelle manipulation de la justice par le Président Macky SALL pour se débarrasser d'un adversaire politique qui pourrait contrarier ses plans. Ce dernier semble coutumier du fait, les affaires Karim WADE et Khalifa SALL, encore fraîches dans les esprits épris de justice et de démocratie sont là pour le rappeler.

Les manifestations populaires et violentes consécutives à l'arrestation du Leader du Parti PASTEF, illustrent bien les sentiments d'injustices qui animent beaucoup de Sénégalaises et de Sénégalais, notamment les jeunes face à ce qu'ils considèrent comme une attaque contre la Justice et la démocratie.

Le Mouvement SENS qui se veut héritier des luttes de libération, d'émancipation des peuples d'Afrique et pour la démocratie et l'Etat de droit sur le continent ne peut rester indifférent à ce qui se passe au Sénégal.

En premier lieu, le Mouvement met en garde les autorités sénégalaises, quant aux conséquences graves que cette affaire pourrait avoir sur un problème social aussi grave que le viol s'il s'avérait qu'elle n'était qu'un grossier montage. Le viol est un acte criminel que nous condamnons avec la plus grande fermeté ; nous déplorons qu'il puisse être l'objet d'instrumentalisation à des fins politiques.

En second lieu, le Mouvement dénonce avec force, toute tentative d'éviction des adversaires politiques, autrement que par l'arbitrage du peuple. Dans un contexte africain et particulièrement ouest africain, où les troisièmes mandats ne sont plus un tabou, nous appelons le Président Macky SALL à savoir identifier et emprunter la porte de l'honneur.

En tout état de cause, le Mouvement SENS :

- condamne l'instrumentalisation de la justice, maillon essentiel de la démocratie, pour étouffer la démocratie ;
- appelle au respect strict de la présomption d'innocence et des règles du procès équitable dans cette affaire dite, Ousmane SONKO ;
- exprime toute sa solidarité avec le Parti PASTEF, le Mouvement Yen a marre et l'ensemble des militants pros démocratie emprisonnés par le régime de Macky SALL ;
- exprime sa solidarité et son soutien au peuple sénégalais en lutte pour préserver les acquis démocratiques obtenus de haute lutte et pour refuser toute gouvernance autocratique ;
- appelle à la solidarité agissante entre toutes les forces de changements sur le continent pour mettre fin définitivement à la patrimonialisation de l'Etat et du pouvoir ainsi que le règne des autocrates qui manipulent les institutions pour se maintenir au pouvoir et nuire à leurs adversaires.

SENS, pour Servir et non se Servir !

Pour la coordination Nationale

Guy Hervé KAM

Coordonnateur National